



PROJET FILETS SOCIAUX- UNITE DE GESTION DU PROJET (UGP)

AVIS A SOLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°002/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS/UGP/2022 DU 08 DECEMBRE 2022 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DU PROJET FILETS SOCIAUX ADAPTATIFS ET D'INCLUSION ECONOMIQUE (PFS-AIE) EXERCICES 2023 (PERIODE DU 1er JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023), 2024 ET 2025

Crédit IDA N° 70480-CM

I CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour le financement du Projet Filets Sociaux Adaptatif et Inclusion Economique (PFS-AIE) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat de service de consultant pour l'audit comptable et financier dudit projet pour les Exercices 2023 (période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023), 2024 et 2025.

II OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle sur la situation financière du Projet à la fin de chaque exercice fiscal et s'assurer que les ressources mises à la disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte de l'objectif de développement du Projet Filets Sociaux Adaptatifs et d'Inclusion Economique (PFS-AIE).

III MANDAT DU CONSULTANT

De manière spécifique, l'audit du Projet sera réalisé en conformité aux normes internationales d'audit (ISA) édictées par l'IFAC ou toutes normes jugées équivalentes par la Banque et inclura les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que l'auditeur jugera nécessaires au regard des circonstances.

L'auditeur s'assurera que :

- a) Toutes les ressources de la Banque ont été employées conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable, dans un souci d'économie et d'efficience, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.
- b) Les références de l'Accord de financement accordé au Gouvernement du Cameroun couvert dans le cadre de cet audit est la suivante : Crédit IDA N° 70480-CM.
- c) Les fonds de contrepartie nationale (budget de l'Etat) ont été obtenus et employés conformément aux dispositions des accords de financement

applicables, dans un souci d'économie et d'efficience, et uniquement aux fins pour lesquelles ils ont été fournis ;

- d) Les biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions des accords de financement applicables, conformément aux politiques et procédures de passation des marchés de la Banque mondiale, et ont été enregistrés dans les livres comptables. Les contrôles sur la passation des marchés porteront entre autres sur les documents de passation et d'exécution des contrats/ marchés.
- e) Tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives au Projet (y compris les dépenses couvertes par des relevés de dépenses ou des rapports de suivi financier) ;
- f) Les Comptes Désignés sont gérés eu égard aux dispositions des accords de financement ;
- g) Les comptes des Projets ont été préparés sur la base de l'application systématique des normes du Système Comptable OHADA et donnent une image fidèle de la situation financière du Projet à la fin de chaque exercice ainsi que des ressources reçues et des dépenses effectuées au cours de l'exercice clos à cette date.
- h) La performance financière globale du Projet est satisfaisante ; notamment en comparant la réalisation des activités du programme par rapport aux indicateurs de performances tels que décrits dans les documents du projet et relever toutes les insuffisances et retards ainsi que leurs raisons ;
- i) L'affectation des ressources aux activités, catégories de dépenses et composantes est respectée et toute dérogation est justifiée
- j) Les actifs immobilisés du Projet sont réels et correctement évalués et le droit de propriété du Projet ou des bénéficiaires sur ces actifs est établi en conformité avec l'accord de financement ;
- k) Les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors de l'audit ont été remboursées au Compte Désigné. Ces dépenses feront l'objet d'une note séparée dans le rapport d'audit.
- l) La performance financière globale du Projet est satisfaisante notamment en comparant la réalisation des activités du programme par rapport aux indicateurs de performances tels que décrits dans les documents du projet et relever toutes les insuffisances et retards ainsi que les causes ;
- m) Les obligations en matière de reporting financier périodique, d'audit interne, d'audit externe, de passation de marchés (respect des procédures : mise à jour périodique et approbation du plan de passation de marchés par l'IDA, publicité, ...), de planification et budgétisation et de la tenue des réunions du Comité pilotage ou de l'instance en tenant lieu ;
- n) Toutes les dispositions juridiques et fiscales ont été respectées, en matière d'impôt et taxes et droits de douanes applicables au projet, de traitement fiscal applicable aux rémunérations versées au personnel contractuel et aux consultants du projet.

En conformité avec les normes de l'IFAC, l'auditeur devra accorder une attention particulière aux points suivants:

- a) ***Fraude et Corruption*** : Conformément à la norme **ISA 240 (Prise en compte du risque de fraude et d'erreur lors de l'audit des comptes)**, l'auditeur devra identifier et évaluer les risques de fraude, obtenir ou fournir des preuves d'audit suffisantes d'analyse de ces risques et traiter de manière appropriée les fraudes identifiées ou suspectées.
- b) ***Lois et Règlements*** : En élaborant l'approche d'audit et en exécutant les procédures d'audit, l'auditeur devra évaluer la conformité de l'Unité de Coordination du Projet avec les lois et les règlements qui pourraient affecter significativement les états financiers comme requis par la norme **ISA 250 (Prise en compte du risque d'anomalies dans les comptes résultant du non-respect des textes légaux et réglementaires)**.
- c) ***Gouvernance*** : La communication avec les responsables du Projet en charge de la Gouvernance des points d'audit significatifs en conformité avec la norme **ISA 260 (Communication sur la mission avec les personnes en charge de la Gouvernance)**.
- d) ***Risques*** : Dans l'objectif de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, l'auditeur mettra en œuvre les procédures d'audit appropriées en réponse aux risques d'anomalies identifiés à l'issue de son évaluation. Cela en conformité avec la norme **ISA 330 (Procédures d'audit mises en œuvre par l'auditeur à l'issue de son évaluation des risques)**.

IV. CRITERES DE SELECTION

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser les comptes, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des experts Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF, ayant une expérience confirmée en audit financier des projets de développement notamment les projets financés par la Banque Mondiale.

Conformément aux procédures de rotation des auditeurs mises en place, le mandat de l'audit n'est pas renouvelable consécutivement, sauf avis contraire du bailleur.

Le consultant doit avoir une expérience de dix ans au moins dans les missions similaires (audit comptables et financiers des projets financés par les bailleurs de fonds notamment l'IDA et ou d'autres partenaires techniques et financiers du projet en particulier).

Le personnel clé de la mission devra comporter au moins (i) **Un Expert-Comptable Diplômé**, ayant au moins 10 ans d'expérience en audit financier, ayant une bonne connaissance de la finance publique et audit des projets financés par la Banque Mondiale, et de bonnes connaissances des procédures de gestion fiduciaires ; (ii) **Un Chef de mission** : Bac + 5 au moins en audit et comptabilité, cinq ans d'expérience au moins, en audit financier des projets financés par les bailleurs ; (iii) **Un Auditeur Financier Senior** : BAC+4 au moins en audit, gestion, comptabilité, justifiant de trois ans d'expérience au moins en audit des projets financés par la banque mondiale ou autre partenaire de développement (iv) **Un Expert en Passation des Marchés** ayant au moins une maîtrise ou un diplôme universitaire (BAC + 4), en audit, en ingénierie, passation des marchés, droit, administration, commerce, finance, gestion,

architecture, économie, ou domaine connexe et disposant d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans la passation des marchés et une bonne connaissance des procédures de passation des marchés des Bailleurs Multilatéraux tels que la Banque Mondiale.

V. METHODE DE SELECTION

Le Consultant sera choisi selon la Méthode « Sélection au Moindre Coût (SMC)» telle que décrite dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants, édition de juillet 2016 révisé en novembre 2017 , août 2018 et novembre 2020 ». La langue de travail est le français.

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence complets et des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables entre 8 h et 16 heures, heure locale.

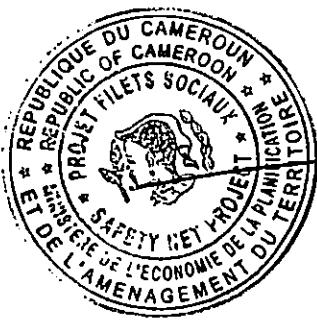
Les manifestations d'intérêt doivent être soit déposées à l'adresse ci-dessous en trois exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies au plus tard **le vendredi 23 décembre 2022** soit envoyées au courriel suivant : projet.filetssociaux@gmail.com avec copie à andylobe2000@yahoo.fr.

Elles devront porter la mention ci-après :

« AVIS A SOLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°002/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS/UGP/2022 DU 08 DECEMBRE 2022 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DU PROJET FILETS SOCIAUX ADAPTATIFS ET D'INCLUSION ECONOMIQUE (PFS-AIE) EXERCICES 2023 (PERIODE DU 1er JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023), 2024 ET 2025»

Fait à Yaoundé le, 08 DEC 2022

Le COORDONNATEUR



Nicoh Michelin



SAFETY NET PROJECT - PROJECT MANAGEMENT UNIT (PMU)

**CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N° 002 /ASMI/ MINEPAT/CTS/PFS/
UGP/2022 OF DECEMBER 08, 2022 FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM
RESPONSIBLE FOR THE FINANCIAL AND ACCOUNTING AUDIT OF THE
ADAPTIVE SAFETY NETS AND ECONOMIC INCLUSION PROJECT (PFS-AIE)
FISCAL YEARS 2023 (PERIOD FROM JANUARY 1, 2023 TO DECEMBER 31, 2023),
2024 AND 2025**

IDA Credit N° 70480-CM

I BACKGROUND AND JUSTIFICATION

The Government of the Republic of Cameroon has obtained a credit from the International Development Association (IDA) for the financing of the Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project (PFS-AIE) and intends to use part of the amount of this credit to make payments under the consultancy service contract for the accounting and financial audit of the said project for the Fiscal Years 2023 (period from January 1, 2023 to December 31, 2023), 2024 and 2025.

II. OBJECTIVE OF THE ASSIGNMENT

The objective of the financial and accounting audit is to express a professional opinion on the financial situation of the Project at the end of each fiscal year and to ensure that the resources made available to the Project are used for the purposes for which they were granted in order to achieve the development objective of the Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project.

III. MANDATE OF THE CONSULTANT

Specifically, the audit of the Project will be carried out in accordance with the International Standards on Auditing (ISA) issued by IFAC or any standards deemed equivalent by the Bank and will include such tests and audit procedures and verifications as the auditor considers necessary in the circumstances.

The auditor shall ensure that:

- (a) All Bank resources were used in accordance with the provisions of the applicable Financing Agreement, with due regard to economy and efficiency, and only for the purposes for which they were provided.
- (b) The references of the Financing Agreement granted to the Government of Cameroon covered in this audit is as follows IDA Credit No. 70480-CM.

- (c) The national counterpart funds (state budget) were obtained and used in accordance with the provisions of the applicable financing agreements, with due regard to economy and efficiency, and only for the purposes for which they were provided;
- (d) The goods and services financed have been procured in accordance with the provisions of the applicable financing agreements, in compliance with the World Bank's procurement policies and procedures, and have been recorded in the books of account. Procurement audits will include contracting and contract performance documents.
- e) All necessary records, accounts and entries have been kept for the various Project transactions (including expenditures covered by expenditure statements or financial monitoring reports);
- f) The Designated Accounts are maintained in accordance with the provisions of the Financing Agreements;
- g) The Project accounts have been prepared on the basis of the systematic application of the OHADA Accounting System standards and give a true and fair view of the financial position of the Project as at the end of each financial year and of the resources received and expenditure incurred during the year then ended.
- h) The overall financial performance of the Project is satisfactory; in particular by comparing the achievement of the programme activities against the performance indicators as described in the project documents and identifying any shortfalls and delays and the reasons for them;
- i) The allocation of resources to activities, expenditure categories and components is respected and any deviation is justified
- j) The fixed assets of the Project are real and properly valued and the ownership of the Project or the beneficiaries over these assets is established in accordance with the Financing Agreement;
- k) Ineligible expenses in the claims for reimbursement of funds identified in the audit have been reimbursed to the Designated Account. These expenses will be noted separately in the audit report.
- l) The overall financial performance of the Project is satisfactory, in particular by comparing the achievement of programme activities against the performance indicators as described in the project documents and identifying any shortfalls and delays and the causes;
- m) The obligations in terms of periodic financial reporting, internal auditing, external auditing, procurement (compliance with procedures: periodic updating and approval of the procurement plan by IDA, publicity, ...), planning and budgeting and the holding of meetings of the Steering Committee or the body acting in its place;
- n) All legal and fiscal provisions have been complied with, in terms of taxes and duties applicable to the project, tax treatment applicable to the remuneration of contracted staff and consultants of the project.

In accordance with IFAC standards, the auditor should pay particular attention to the following:

(a) Fraud and Corruption: In accordance with **ISA 240 (Consideration of the Risk of Fraud and Error in an Audit of Financial Statements)**, the auditor should identify and assess the risks of fraud, obtain or provide sufficient audit evidence of analysis of those risks, and deal appropriately with identified or suspected frauds

b) Laws and Regulations: In designing the audit approach and performing the audit procedures, the auditor should assess the Project Coordination Unit's compliance with laws and regulations that may significantly affect the financial statements as required by **ISA 250 (Consideration of the Risk of Misstatement of the Accounts Due to Non-compliance with Laws and Regulations)**.

c) Governance: Communication with those charged with governance of significant audit matters in accordance with **ISA 260 (Communicating with those Charged with Governance about the Engagement)**.

d) Risks: With the objective of reducing audit risk to a relatively low level, the auditor will perform appropriate audit procedures in response to the risks of misstatement identified in the auditor's assessment. This is in accordance with **ISA 330 (The Auditor's Risk Assessment Procedures)**.

IV. SELECTION CRITERIA

The Consultant shall be an independent auditing firm, regularly registered in the Roll of an Order of Chartered Accountants recognized at the international level by IFAC or FIDEF, with proven experience in financial auditing of development projects, including projects financed by the World Bank.

In accordance with the auditor rotation procedures in place, the audit mandate is not renewable consecutively, unless otherwise advised by the donor.

The consultant must have at least ten years' experience in similar assignments (accounting and financial audits of projects financed by donors, in particular IDA and other technical and financial partners of the project).

The key personnel of the mission will include at least (i) **A Certified Public Accountant** with at least 10 years of experience in financial auditing, with good knowledge of public finance and auditing of World Bank funded projects, and good knowledge of fiduciary management procedures; (ii) **A Mission Leader** : With at least DGE /AL Degree +5 in auditing and accounting, with at least five years of experience in financial auditing of donor-funded projects; (iii) **A Senior Financial Auditor**: with at least DGE /AL Degree +4 in auditing, management and accounting, with at least three years of experience in auditing projects financed by the World Bank or other development partners; (iv) **An Expert in Procurement** with at least a Master's degree or GCE/AL Degree + 4 in auditing, engineering, procurement, law, administration, commerce, finance, management, architecture, economics, or a related field and at least five (05) years of professional experience in procurement and a good knowledge of the procurement procedures of Multilateral Donors such as the World Bank.

V. SELECTION METHOD

The Consultant shall be selected in accordance with the Method "Least Cost Based Selection (LCS)" as described in the "**Procurement Regulations for IPF Borrowers, Procurement in**

Investment Project Financing, Goods, Works, Non Consulting and Consulting Services, July 2016 edition revised in November 2017, August 2018 and November 2020". The working language is French.

Interested consultants may obtain the full terms of reference and further information from the address below on working days between 8.00 a.m. and 4.00 p.m. local time.

Expressions of interest must be either submitted to the address below in triplicate, one (01) original and two (02) copies no later than **Friday, 23 December 2022** or to the following email: projet.filets sociaux@gmail.com with a copy to andylobe2000@yahoo.fr.

They must be marked as follows:

" CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N° 002 /ASMI/ MINEPAT/CTS/PFS/ UGP/2022 OF DECEMBER 08, 2022 FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM RESPONSIBLE FOR THE FINANCIAL AND ACCOUNTING AUDIT OF THE ADAPTIVE SAFETY NETS AND ECONOMIC INCLUSION PROJECT (PFS-AIE) FISCAL YEARS 2023 (PERIOD FROM JANUARY 1, 2023 TO DECEMBER 31, 2023), 2024 AND 2025"

Done in Yaounde on, 08 DEC 2022

The COORDINATOR



Njoh Michelin